



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 août 2022  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-septième session

Point 138 de l'ordre du jour provisoire\*

### Budget-programme de 2022

## Bureau des Nations Unies pour les partenariats

### Rapport du Secrétaire général\*\*

#### Résumé

Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats constitue la passerelle dont se sert l'ONU pour créer conjointement des partenariats en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Dans le cadre des efforts qu'il déploie à l'échelle mondiale, au plan régional et au niveau national, le Bureau met en relation les différents acteurs, les réunit et crée conjointement des opportunités de partenariats dans le but d'accélérer la recherche de solutions pour les populations comme pour la planète. Il est guidé dans son action par le rapport du Secrétaire général consacré à la mise en œuvre de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (2019) (A/74/73-E/2019/14).

Conformément aux décisions 52/466 et 53/475 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général informe celle-ci chaque année des activités du Bureau des Nations Unies pour les partenariats et de leur incidence. Le présent rapport décrit les priorités, les engagements et les initiatives du Bureau en 2021. Il porte plus précisément sur les Championnes et champions des objectifs de développement durable, la Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable, l'Équipe pour l'action climatique, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) et le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI).

Pour impulser des changements en profondeur et promouvoir la mobilisation et l'engagement en faveur des objectifs de développement durable, le Bureau s'appuie sur les compétences et les réseaux qui existent au sein de l'ONU et au-delà.

\* A/77/150.

\*\* Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



En 2021, les efforts engagés par le Bureau en termes de mobilisation face à la maladie à coronavirus (COVID-19) et de relance des objectifs de développement durable ont permis d'engranger de remarquables résultats, parmi lesquels on retiendra : l'organisation du deuxième « Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable » annuel de la décennie d'action en faveur des objectifs qui, grâce à la participation du groupe musical BTS et des plus de 50 millions de vues en ligne ainsi générées, a fait plus largement comprendre le rôle des Nations Unies et a amplifié et renforcé l'importance du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; l'élargissement de la portée et des capacités médiatiques de l'ONU qu'a entraîné dans son sillage la création du Studio des objectifs de développement durable, qui offre une plateforme moderne interactive pour la diffusion d'informations en ligne dans des formats similaires à ceux des programmes télévisés ; l'ouverture trois jours durant, pendant le débat de haut niveau de l'Assemblée générale d'un « Espace action Objectifs de développement durable » sur Internet mis à la disposition d'un public mondial ; l'apport d'un soutien au Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique, initiative destinée à faire face aux conséquences complexes de la pandémie sur le plan sanitaire, humanitaire et socio-économique, et visant dans le même temps à stimuler les efforts de redressement rapide et à encourager les travaux de recherche ciblés sur des solutions fondées sur des données et axées en particulier sur les besoins de celles et ceux qui ont été laissés de côté.

En 2021, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie a continué d'œuvrer en faveur de la protection et de la promotion de plateformes civiques alors que le monde entier prenait des mesures tendant à réduire ou à fermer de tels espaces, mouvement accentué par la pandémie. Les projets du Fonds, déjà conçus pour s'adapter aux crises, ont donc permis de réagir rapidement à la pandémie et de répondre sans tarder aux appels à la relance, grâce aux 9,2 millions de dollars que le Fonds a alloués à 34 projets lors du quinzième cycle de financement. Parmi ces projets figuraient le renforcement des compétences en matière d'encadrement dans la société civile, l'amélioration de la participation des femmes et des jeunes, ou encore le soutien aux programmes visant à faire entendre la voix de la société civile dans les médias.

Le FNUPI s'emploie, avec tous les acteurs qui composent l'écosystème du Bureau, à créer les conditions nécessaires à la mise en place des instruments que requiert la création de partenariats et coopère avec la Fondation pour les Nations Unies sur des projets intersectoriels innovants mis en œuvre par le système des Nations Unies dans le monde entier. Au 31 décembre 2021, la Fondation avait approuvé l'octroi d'aides pécuniaires des Nations Unies au FNUPI à hauteur d'environ 11,9 millions de dollars pour des projets réalisés par ses partenaires.

## **I. Introduction**

### **A. Dix-sept objectifs de développement durable pour transformer le monde**

1. Les objectifs de développement durable sont autant de jalons qui nous guident sur la voie d'un avenir plus radieux pour tous. Le besoin impératif d'agir pour lutter contre la pauvreté, donner aux femmes et aux filles les moyens d'être autonomes et faire face à l'urgence climatique est inscrit au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

2. La pandémie de COVID-19 et l'émergence des crises climatique, sanitaire et alimentaire au niveau mondial ont mis en évidence la nécessité des partenariats. Les efforts visant à combattre la pandémie et à s'en relever ont permis de conclure de nouveaux accords de collaboration et de resserrer les relations qui existaient déjà, témoignant ainsi de la puissance et de la portée des partenariats pour la réalisation des objectifs de développement durable.

3. Face à la pandémie, une collaboration unique à l'échelle mondiale a permis de mettre au point des vaccins et traitements vitaux en un temps record. Un effort concerté demeure nécessaire pour assurer une reprise inclusive et durable après la pandémie, les partenariats ayant ici un rôle à jouer pour faciliter et accélérer le mouvement. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la pandémie a perturbé les programmes de vaccination contre de nombreuses autres maladies dans le monde, provoquant une « tempête parfaite » qui met aujourd'hui en péril la vie de millions d'enfants. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a œuvré aux côtés de la Fondation pour les Nations Unies afin d'atténuer les conséquences désastreuses de cette situation, grâce au portefeuille de projets de santé mondiale du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI).

4. Le Programme 2030 constitue une feuille de route pour bâtir un monde que chacun appelle de ses vœux. Les objectifs de développement durable représentent le meilleur espoir pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et pour les partenariats. Le Bureau reste déterminé à participer à la recherche de solutions qui puissent contribuer à leur réalisation.

### **B. Bureau des Nations Unies pour les partenariats**

5. Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats est une passerelle mondiale qui sert à catalyser et à établir des collaborations de nature à accélérer la mise en place de solutions permettant d'atteindre les objectifs de développement durable. Il mobilise les parties prenantes et engage les secteurs public et privé, la société civile, les milieux universitaires ainsi que les structures philanthropiques et autres à participer aux travaux des organismes des Nations Unies.

6. Afin de tenir la promesse de « ne laisser personne de côté » et soucieux de remplir son mandat, le Bureau s'appuie sur les compétences et les réseaux que lui ouvrent ses initiatives.

a) En matière de plaidoyer, d'engagement et de mobilisation en faveur des objectifs, le Bureau invite ainsi des acteurs mondiaux à travailler avec l'Organisation des Nations Unies pour aider à la réalisation des objectifs de développement durable – les Championnes et champions des objectifs de développement durable, la Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable et l'Équipe pour l'action climatique en sont l'expression.

b) Le Bureau s'appuie également sur le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, qui soutient des projets visant à donner des moyens d'action à la société civile et à renforcer la démocratie.

c) Principal mécanisme de liaison entre le système des Nations Unies et la Fondation pour les Nations Unies, le FNUPI soutient des projets mis en œuvre partout dans le monde par des entités des Nations Unies.

7. Pour impulser des changements en profondeur, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats collabore étroitement avec les principaux acteurs du dispositif de partenariats de l'ONU, comme le Département de la communication globale, le Bureau de la coordination des activités de développement et le Pacte mondial des Nations Unies.

## **II. Partenariats au service des objectifs de développement durable**

### **A. Bilan de l'année**

8. Les effets conjugués de la pandémie de COVID-19, du dérèglement climatique, ainsi que de la violence et de l'instabilité générées par les conflits mondiaux mettent en avant la nécessité d'une mobilisation rapide axée sur des réformes structurelles. Ces crises ont mis à mal des années de progrès en matière de développement, à telle enseigne que la promesse dont sont porteurs les objectifs de développement durable semble être désormais particulièrement difficile à tenir, étant donné l'urgence de la situation. Aussi une coopération multilatérale est-elle ici essentielle. En 2021, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a continué à jouer un rôle très utile pour le système des Nations Unies en servant de passerelle pour la création conjointe de projets de collaboration aux plans mondial, régional, national et local afin d'honorer la promesse qui avait été faite dans le cadre des objectifs. C'est ce qui a guidé son action et l'a conduit à orienter ses compétences et ses ressources vers un relèvement inclusif et durable. Avec le Pacte mondial des Nations Unies et le Bureau de la coordination des activités de développement, il a cherché à intensifier la collaboration au sein du réseau de partenariats de l'ONU afin de faciliter les échanges entre pairs et de mettre en place des partenariats exemplaires pour le Programme 2030, notamment en matière de plaidoyer et de mobilisation en faveur des besoins identifiés au niveau des pays et de recherche de moyens permettant d'y répondre efficacement.

9. Conscient de l'importante contribution qu'apporte la société civile pour aider l'ONU à remplir ses missions, comme l'a souligné le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun », le Bureau a travaillé en étroite collaboration avec le Département de la communication globale et le Département des affaires économiques et sociales afin de créer, au sein de l'Organisation, les conditions propres à garantir, sur le long terme, la participation éclairée des acteurs de la société civile à l'échelle mondiale, au niveau régional et au plan national.

### **B. Rapport sur le schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le relèvement après la pandémie**

10. Il ressort d'un rapport de suivi publié en mars 2022 par le Wellcome Trust que 804 millions de dollars ont été investis dans près de 4 000 projets de recherche qui ont vu le jour après l'appel à l'action lancé par le Secrétaire général dans son rapport sur le schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le relèvement

après la pandémie, document paru en novembre 2020 et réalisé conjointement avec 38 organismes de financement de la recherche implantés partout dans le monde, sous la houlette des Instituts de recherche en santé du Canada. Ce rapport aborde des questions telles que la protection sociale et les services essentiels, les politiques macroéconomiques, la riposte et le relèvement économiques ainsi que la collaboration multilatérale.

11. Le rapport sur le schéma directeur vise à mettre le pouvoir de la science au service d'un meilleur relèvement socio-économique. Les Instituts de recherche en santé du Canada et d'autres partenaires de financement de la recherche ont accepté de soutenir deux nouvelles initiatives : l'une, intitulée « Les femmes mobilisées au nom du monde entier », dans laquelle ils ont investi 20 millions de dollars, entend promouvoir la santé et l'autonomisation économique des femmes pour un relèvement équitable après la pandémie ; l'autre – le Fonds Nouvelles frontières en recherche –, qui fait suite à l'appel lancé en 2022 en faveur de la recherche pour le relèvement post-pandémique, s'est vu octroyer 24 millions de dollars.

12. Le rapport, qui a été coordonné par le Bureau, montre comment la science et la collaboration mondiale peuvent contribuer au relèvement post-pandémique tout en se concentrant sur les besoins de celles et ceux qui ont été laissés de côté (voir tableau 1).

Tableau 1

**Rapport sur le schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le relèvement après la pandémie**

Organismes partenaires clés	Instituts de recherche en santé du Canada
Zone géographique	Monde
Montant	804 millions de dollars
Description	L'initiative fournit un cadre visant à mettre le pouvoir de la science au service d'un meilleur relèvement socio-économique et d'un avenir plus équitable, résilient et durable.
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 250 experts ont été consultés dans le monde entier.</li> <li>• Vingt-cinq axes prioritaires de recherche et stratégies scientifiques essentielles susceptibles d'appuyer le relèvement ont été répertoriés.</li> <li>• Diverses actions que pourraient engager les chercheurs, les organismes de financement de la recherche, les gouvernements, les organisations de la société civile et les entités des Nations Unies ont été recensées.</li> <li>• Des fonds ont été investis dans 3 979 projets de recherche.</li> </ul>

### C. Les femmes mobilisées au nom du monde entier

13. Depuis son lancement en avril 2020, l'initiative « Les femmes mobilisées au nom du monde entier » emmenée par la Secrétaire générale adjointe, met en relation un nombre toujours plus grand de dirigeantes présentes dans tous les secteurs

d'activité à travers le monde, qui se distinguent par le dynamisme exemplaire dont elles ont fait preuve dans leur combat contre la COVID-19 et dans l'action qu'elles ont ensuite déployée pour s'atteler au redressement.

14. Le Bureau a organisé le 16 mars 2021, au titre de cette initiative, un dialogue en cascade portant sur le financement de l'avenir des femmes (« Financing a future for women »). La Secrétaire générale adjointe et la Ministre espagnole des affaires extérieures, de l'Union européenne et de la coopération, et avec elles d'autres intervenantes et intervenants, ont expliqué en quoi la participation des femmes à l'économie avait permis à chacun d'engranger des résultats positifs en matière de développement. Ce dialogue s'est inscrit dans le cadre d'un événement organisé en ligne par le Pacte mondial des Nations Unies, intitulé « Target Gender Equality Live ».

#### **D. Fonds de solidarité pour la riposte à la COVID-19**

15. Le Fonds de solidarité pour la riposte à la COVID-19 a été créé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en collaboration avec la Fondation pour les Nations Unies et la Swiss Philanthropy Foundation en réaction à une crise mondiale sans précédent. Il est devenu l'un des principaux bailleurs de fonds des efforts de riposte de l'OMS à la pandémie. En 2020 et 2021, la Swiss Philanthropy Foundation a joué un rôle déterminant de chef de file en mobilisant des contributions privées pour le Fonds. Au 31 décembre 2021, quelque 256,9 millions de dollars avaient ainsi été récoltés, dont 203,6 millions ont été acheminés par la Fondation aux entités et partenaires de l'ONU, conformément au Plan stratégique de préparation et de riposte de l'OMS.

16. En 2021, la Fondation a mis fin aux fonctions qu'elle assumait au sein du Fonds. Compte tenu de la nature et de l'urgence sans précédent de la pandémie, toutes les contributions destinées au Fonds ont été acheminées directement par la Fondation aux bénéficiaires sans passer par le FNUPI, et ont fait l'objet de notifications régulières adressées à ce dernier. Le FNUPI a accepté, à titre exceptionnel, d'autoriser le versement direct de fonds par la Fondation à l'OMS et à ses partenaires désignés, notamment l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

### **III. Plaidoyer, engagement et mobilisation en faveur des objectifs de développement durable**

#### **A. Championnes et champions des objectifs de développement durable**

17. Depuis 2018, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats accueille les Championnes et champions des objectifs de développement durable, un groupe de 17 personnes influentes nommées par le Secrétaire général pour défendre le Programme 2030. Les Championnes et champions disposent de vastes réseaux, et sont notamment suivis par près de 7 millions de personnes sur Twitter et plus de 6 millions sur Instagram. Ils se consacrent à la sensibilisation aux objectifs de développement durable et s'emploient à accélérer les actions menées pour les atteindre. Par ailleurs, le groupe compte également 11 Championnes/champions émérites.

18. Le Bureau facilite les activités quotidiennes du groupe, notamment la collaboration avec ses homologues du système des Nations Unies ; il a restructuré ses

stratégies de travail en 2021 afin de mieux insister sur la mobilisation axée sur l'action et les résultats. Le Bureau communique étroitement avec le groupe pour tenir les Championnes et champions informés des priorités et messages des dirigeants des Nations Unies, et vice versa.

19. Le Bureau a aidé les Championnes et champions à intervenir sur diverses plateformes et a soutenu de nouvelles initiatives. Ainsi,

a) Graça Machel et Valentina Muñoz Rabanal ont, lors du Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable de 2021, dirigé le dialogue sur la coopération intergénérationnelle au service des objectifs de développement durable. La discussion a été une source d'inspiration en faveur de la collaboration et du militantisme transgénérationnels dans le monde entier ;

b) Jeffrey Sachs a clôturé le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable de 2021 par un dialogue avec la Secrétaire général adjointe, durant lequel ils ont mené une réflexion consacrée aux travaux qui devraient à présent être entrepris. Ils ont insisté sur l'urgence qu'il y avait à généraliser les solutions et financements ayant fait leurs preuves, l'idée étant de contribuer à accélérer le rythme durant la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Cet engagement a abouti à la mise au point d'un dispositif de financement des objectifs de développement durable qui viendrait éclairer les propositions du Secrétaire général en matière de financement du développement ;

c) le Bureau a aidé Muhammad Sanusi II à lancer son défi sur les objectifs de développement durable, dont le but est de soutenir les enseignants qui cherchent à faire évoluer les systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne grâce à l'innovation locale.

20. Les Championnes et champions des objectifs de développement durable rencontrent chaque année le Secrétaire général pour parler de sa vision stratégique. La réunion de 2021 a principalement porté sur les inégalités aggravées par la pandémie, la crise mondiale de l'éducation, l'autonomisation des jeunes et l'état du multilatéralisme.

21. En septembre 2021, le Secrétaire général a désigné quatre nouveaux Championnes et champions : Kailash Satyarthi, Valentina Muñoz Rabanal, Brad Smith et le groupe musical Blackpink. En outre, Marta Vieira da Silva, Alaa Murabit, Jack Ma, Nadia Murad et Paul Polman ont accepté de poursuivre leurs actions en tant que membres émérites.

22. En mars 2022, le Secrétaire général a nommé comme coprésidents la Première Ministre de la Barbade, Mia Mottley, et le Premier Ministre du Canada, Justin Trudeau. Le Président du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, et l'ancienne Première Ministre de la Norvège, Erna Solberg, ont accepté de continuer à assurer la coprésidence du groupe des Championnes et champions émérites afin de les aider à poursuivre leur mobilisation en faveur des objectifs (voir tableaux 2 et 3).

Tableau 2  
**Championnes et champions actuels des objectifs de développement durable**

<i>Championne/champion</i>	<i>Titre</i>
Mia Mottley	Première Ministre de la Barbade (coprésidente)
Justin Trudeau	Premier Ministre du Canada (coprésident)
Reine Mathilde des Belges	Présidente du Centre européen pour enfants disparus et sexuellement exploités et d'UNICEF Belgique
Cheikha Moza bint Nasser du Qatar	Fondatrice de Education Above All
Muhammad Sanusi II	Émir de Kano et Président du comité consultatif pour les placements de l'État de Kano
Kailash Satyarthi	Fondateur de Bachpan Bachao Andolan et lauréat du prix Nobel de la paix 2014
Hindou Ibrahim	Coprésidente du Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques et fondatrice de l'Association des femmes et des peuples autochtones du Tchad
Graça Machel	Fondatrice du Graça Machel Trust
Brad Smith	Président de Microsoft
Jeffrey Sachs	Directeur du Center for Sustainable Development de la Columbia University et du Réseau des solutions pour le développement durable
Edward Ndopu	Humanitaire et activiste
Valentina Muñoz Rabanal	Influenceuse, activiste et informaticienne
Blackpink	Groupe musical féminin de la République de Corée composé de Championnes ayant participé à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Dia Mirza	Actrice et productrice
Richard Curtis	Scénariste, producteur et réalisateur de films
Forest Whitaker	Acteur, producteur, fondateur et Directeur de la Whitaker Peace and Development Initiative

Tableau 3  
**Championnes et champions émérites des objectifs de développement durable**

<i>Championne/champion émérite</i>	<i>Titre</i>
Nana Addo Dankwa Akufo-Addo	Président du Ghana
Erna Solberg	Ancienne Première Ministre de la Norvège
Princesse héritière Victoria de Suède	Fondatrice du Fonds de la Princesse héritière Victoria
Leymah Gbowee	Fondatrice de la Gbowee Peace Foundation et lauréate du prix Nobel de la paix 2011
Muhammed Yunus	Fondateur de la Banque Grameen et lauréat du prix Nobel de la paix 2006
Nadia Murad	Corécipiendaire du prix Nobel de la paix 2018 et ambassadrice de bonne volonté de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Alaa Murabit	Médecin, titulaire de la Croix du service méritoire du Canada et Haute-Commissaire des Nations Unies sur l'emploi dans le secteur de la santé et la croissance économique
Dho Young-Shim	Présidente de la Sustainable Tourism for Eliminating Poverty Foundation de l'Organisation mondiale du tourisme
Paul Polman	Cofondateur et Président d'IMAGINE, Président honoraire de la Chambre de commerce internationale et de l'initiative The B Team et Vice-Président du Pacte mondial des Nations Unies
Jack Ma	Fondateur et Président exécutif du groupe Alibaba et fondateur de la Fondation Jack Ma
Lionel Messi	Joueur de football et ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF en 2010
Marta Vieira da Silva	Joueuse de football et ambassadrice de bonne volonté de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)
Shakira Mebarak	Chanteuse, compositrice, interprète, philanthrope et ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF

## **B. Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable**

23. La Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable pilote une instance multipartite coordonnée, consultative et collaborative présidée par la Vice-

Secrétaire générale, qui a pour missions de veiller à harmoniser rationnellement les initiatives, discours et approches ayant trait aux objectifs et de mener des actions de mobilisation en faveur de la décennie d'action.

24. En 2021, elle a continué de rassembler un groupe d'organisations diverses et variées, ce qui a permis d'avoir une vue d'ensemble plus complète des activités liées aux objectifs et d'ancrer plus profondément le soutien à leur mise en œuvre, et ce grâce à des réunions axées sur la coordination stratégique des efforts de communication, des actions de mobilisation et des outils connexes. La plateforme a continué à peaufiner le discours délivré à propos des objectifs en fournissant au Cabinet du Secrétaire général des messages clés, des documents d'information et des recommandations sur les travaux des partenariats, les actions de mobilisation et les objectifs.

25. En sa qualité de partenaire principale de la coalition en charge de la Semaine des objectifs mondiaux, la Plateforme a donné des orientations stratégiques et soutenu les efforts de mobilisation pour conférer aux événements organisés pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale plus de cohérence et davantage de dynamisme. La Plateforme a également apporté son soutien au Festival mondial d'action sur les objectifs de développement durable en 2021, qui a été suivi par 24 500 personnes sur Internet.

26. En mars 2020, dans un message public adressé aux créateurs et diffusé par la Plateforme, un appel a été lancé pour trouver des contenus destinés à appuyer les messages approuvés par l'OMS dans un certain nombre de domaines en rapport avec la santé, notamment l'hygiène personnelle, la distanciation physique et la compréhension des symptômes. L'optimisation de sa stratégie a permis à la Plateforme de mobiliser la communauté mondiale des créateurs. Grâce à l'externalisation des tâches auprès des internautes, elle a en effet réuni quelque 17 000 éléments de contenu provenant de plus de 140 pays et rédigés dans plus de 20 langues. Le message relatif à la COVID-19 n'ayant rien perdu de sa pertinence tout au long de l'année 2021, les responsables de la Plateforme ont laissé ouvert le message public qui avait été posté et en ont fait la promotion au niveau mondial.

### **C. Mobilisation en faveur de l'action climatique**

27. L'année 2021 a été une année charnière pour l'action climatique, et l'Équipe qui en est chargée a su intervenir à des moments cruciaux sur la scène internationale pour appuyer de tout son poids et mobiliser des partenaires essentiels afin d'amplifier les appels les plus pressants du Secrétaire général.

28. Parmi ces moments forts, on retiendra la parution, en août 2021, du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le fait que le Secrétaire général ait qualifié le rapport de « code rouge pour l'humanité » a eu pour effet de donner une importante couverture médiatique de haut niveau au débat social qu'il a suscité dans de nombreuses langues partout dans le monde, débat qui s'est trouvé amplifié par des parties prenantes de l'ensemble de la planète, notamment des chefs d'État et de gouvernement, des organisations non gouvernementales et de jeunes militants.

29. L'Équipe a aussi joué un rôle capital dans le mandat inaugural du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques, qui a permis de porter les points de vue percutants des jeunes sur le devant de scènes mondiales hautement influentes, comme la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Glasgow en novembre 2021. Le mouvement imprimé par les jeunes en général et

emmené par le Groupe consultatif a contribué de façon déterminante à la pléthore d'engagements à la neutralité carbone exprimés lors de la Conférence.

30. L'Équipe a permis à la Conférence de faire entendre des voix marginalisées grâce à la série de dialogues relayés par le Studio des objectifs de développement durable.

#### **D. Engagements pris lors du débat de haut niveau de l'Assemblée générale**

31. En septembre 2021, le Bureau a réalisé, en collaboration avec le gouvernement de la République de Corée et le groupe musical BTS, un clip spécial pour la chanson « Permission to Dance » au siège de l'Organisation des Nations Unies. La vidéo a été vue plus de 54 millions de fois et a permis à de nouveaux publics de découvrir l'ONU et les engagements en faveur des objectifs de développement durable.

32. En collaboration avec le gouvernement néerlandais, le Bureau a monté le Studio des objectifs de développement durable, une plateforme moderne pouvant accueillir des conférences interactives en ligne, dans des formats similaires à ceux des programmes télévisés. Le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable, qui a attiré plus de 6 millions de téléspectateurs, a été le premier programme auquel le Studio a ouvert ses portes, le 20 septembre 2021. Le Studio continue à proposer des programmes originaux, comme la série « SDG Roundtable », et demeure un support essentiel pour les responsables de l'ONU.

33. Un autre temps fort majeur qui aura contribué à stimuler les objectifs de développement durable a été le lancement, en septembre 2021, de la campagne intitulée « Tenir les promesses », qui a pour but d'accélérer l'engagement et l'action en faveur des objectifs. Cette campagne a été conceptualisée et déployée par le Bureau, en collaboration avec le Département de la communication globale. En décembre 2021, près de 120 000 personnes à travers le monde avaient annoncé par ce biais leurs promesses à l'égard des objectifs.

34. La Plateforme a convié l'Espace action Objectifs de développement durable au cours de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale en 2021, à la suite du succès des rassemblements inauguraux de 2019 et de ceux tenus en mode virtuel en 2020 ; elle souhaitait ainsi offrir un espace pour des conversations plus approfondies et mettre en évidence les aspects particulièrement importants qui accélèrent l'action portant sur les objectifs. Organisé entièrement en ligne et étalé sur trois jours en 2021, l'événement est venu compléter le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable. Il a offert un espace plus transparent, plus ouvert et plus inclusif propice aux échanges de multiples parties prenantes et à la participation d'un public mondial. L'Espace action a pour but d'amener les citoyens vers les Nations Unies, et vice versa.

35. En 2021, l'Espace action s'est principalement intéressé aux grandes questions que sont la pauvreté, les inégalités, le genre et le climat, ainsi qu'à l'amélioration naturelle de la santé mondiale en général. Elle a également inscrit les interactions au cœur de ses préoccupations. La plateforme virtuelle a ouvert de nouvelles dimensions à la participation en ligne au moyen de sondages réalisés en direct (voir tableau 4).

Tableau 4  
**L'Espace action Objectifs de développement durable en chiffres, 2021**

---

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 33 sessions :</li> <li>• 9 conversations</li> <li>• 8 réunions plénières</li> <li>• 7 exposés éclair</li> <li>• 6 spectacles créatifs</li> <li>• 3 réunions-débats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 82 oratrices et orateurs :</li> <li>• 67 % de femmes</li> <li>• 68 % originaires des pays du Sud</li> <li>• 42 % âgées ou âgés de moins de 35 ans</li> </ul>
<p>42 000 consultations depuis 150 pays, chiffre en hausse de 61 % en glissement annuel</p>	<p>Interventions dans les médias sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les messages de @SDGActionZone postés sur divers canaux ont atteint 147 500 abonnés ;</li> <li>• le hashtag #SDGActionZone2021 a été twitté 621 fois pendant la retransmission en direct de l'événement ;</li> <li>• le film promotionnel a été visionné par 16 000 personnes, toutes plateformes confondues ;</li> <li>• le bulletin d'information de l'Espace action Objectifs de développement durable est parvenu à plus de 200 000 personnes dans plus de 30 pays.</li> </ul>

---

#### IV. Fonds des Nations Unies pour la démocratie

36. Créé lors du Sommet mondial de 2005, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie est un fonds général d'affectation spéciale qui est devenu opérationnel en avril 2006. Depuis, cet organisme de subventionnement s'est positionné comme un fonds d'aide aux organisations de la société civile. Ses projets visent à permettre à la société civile de mieux faire entendre sa voix, à promouvoir les droits humains et à encourager la participation de tous les groupes aux processus démocratiques.

37. Les subventions sont en majorité octroyées à des projets menés par des organisations locales de la société civile, dans des pays où la démocratisation est en phase de transition ou de consolidation. En soutenant les organisations de la société civile sur le terrain, le Fonds joue un rôle distinct qui complète le travail plus traditionnel que mène l'ONU pour renforcer la gouvernance démocratique dans le monde.

38. Le Fonds travaille en première ligne pour la protection et la promotion de l'espace civique alors que les mesures visant à restreindre cet espace, voire à le fermer, se multiplient. La crise due à la COVID-19 s'étant traduite par de nouvelles contraintes imposées aux espaces civiques, le soutien au Fonds reste plus important que jamais.

39. Compte tenu de l'essor de la participation démocratique en ligne, le Fonds s'emploie pour l'essentiel à :

- a) développer l'éducation aux médias et la sécurité numérique ;
- b) combattre la désinformation ;

c) lutter contre la désinformation et les discours de haine, qui se sont multipliés à la faveur de la crise ;

d) former les journalistes à distance pour les amener à rendre compte en profondeur des effets de la crise ;

e) assurer une couverture présentant des faits vérifiés tout en restant en sécurité sur la ligne de front ;

f) renforcer les moyens d'action des femmes face aux violences fondées sur le genre, qui se sont multipliées sur fond de confinement, de quarantaine et de pressions sociales et économiques ;

g) rechercher des solutions aux problèmes que posent les inégalités et l'insuffisance des services fournis, qui ont été aggravés par la pandémie, en insistant plus particulièrement sur les droits et les besoins des femmes, des jeunes, des minorités et des autres populations marginalisées.

## A. Quinzième cycle de financement

40. Lors du quinzième cycle de financement, le Fonds a reçu 1 622 propositions de projets à financer en 2021, ce qui témoigne de la persistance d'une forte demande de soutien (voir tableau 5). Il a notamment réservé un accueil favorable aux propositions tendant à remédier aux difficultés que la crise de la COVID-19 a entraînées pour l'espace civique et la démocratie.

41. Les propositions émanaient d'organisations implantées dans 110 pays, en grande majorité d'organisations locales de la société civile d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et des Caraïbes. Au total, 34 projets ont été financés en 2021, pour un coût de 9,2 millions de dollars (voir tableau 5).

## B. Gouvernance

42. Le mécanisme de gouvernance du Fonds – le Conseil consultatif – a continué à jouer un rôle moteur tout au long de l'année 2021. Il a fixé les orientations générales relatives à l'élaboration des cadres de programmation et les principes directeurs de financement, et examiné des propositions de financement qui ont donné lieu à des recommandations soumises à l'approbation du Secrétaire général. Le Conseil est composé d'États Membres ayant le plus contribué financièrement au Fonds sur les trois dernières années, d'une série d'États Membres reflétant la diversité géographique, d'organisations internationales de la société civile et d'un certain nombre de personnalités.

43. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies et les équipes de pays déployées sur le terrain ont apporté une contribution essentielle au processus de sélection des projets et un soutien au suivi et à la mise en œuvre des projets. Le Fonds a continué à nouer des relations plus profondes avec ces professionnels, en s'appuyant sur les réformes du système des Nations Unies. Le Groupe consultatif pour les programmes du Fonds a également été invité à contribuer à la sélection des projets en faisant appel aux compétences spécialisées de chacune de ses entités, en particulier le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des opérations de paix, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et ONU-Femmes.

## C. Seizième cycle de financement

44. Le Conseil consultatif a approuvé le seizième cycle de financement en octobre 2021. Le Fonds a réservé un accueil favorable à un certain nombre de propositions qui lui ont été soumises dans l'ensemble de ses huit domaines thématiques, à savoir l'autonomisation des femmes, la mobilisation des jeunes, l'état de droit et les droits humains, le resserrement des relations entre la société civile et les pouvoirs publics, les médias et la liberté d'information, les processus électoraux, la mobilisation à l'échelon local et les outils de connaissances.

45. Le seizième appel à propositions de projets a été ouvert du 4 novembre au 12 décembre 2021. Le Fonds a reçu 2 121 propositions, dont la grande majorité émanait d'organisations locales ou régionales de la société civile d'Afrique, d'Asie, des Amériques, des États arabes et d'Europe de l'Est. Conformément au calendrier annuel du Fonds, l'examen des demandes a été mené à bien avant fin février 2022. Le Conseil consultatif a recommandé une présélection de projets en avril ; le Fonds a ensuite informé les missions permanentes des États Membres dans lesquels devaient avoir lieu les projets retenus. La liste des projets présélectionnés a alors été soumise au Secrétaire général pour approbation. Les candidats présélectionnés ont été priés de présenter des projets de descriptifs de leurs initiatives à la mi-2022 au plus tard, pour négociation avec le Fonds. La première échéance de versement des subventions est fixée à septembre 2022.

## D. La démocratie en action

46. Tout au long de l'année 2021, le Fonds des Nations Unies pour la démocratie a travaillé en étroite collaboration avec son réseau d'organisations de la société civile pour faire face à la crise de la COVID-19 et l'enrayer. Certains projets clés sont présentés ci-dessous.

### 1. Accroître la participation civique des jeunes en Iraq

47. Ce projet vise à renforcer la participation des jeunes aux processus démocratiques en mettant sur pied un réseau de jeunes militants afin de développer leurs compétences en matière d'encadrement, de négociation et de communication. Les jeunes utilisent les outils médiatiques pour communiquer leur vécu et leurs expériences, et s'efforcent, à travers les échanges qu'ils ont avec les pouvoirs locaux et d'autres acteurs de la société civile, de faire progresser la démocratie et les droits humains. Le projet se concentre sur 16 districts ciblés dans trois gouvernorats –Anbar, Ninive et Salaheddin – qui luttent pour se reconstruire après avoir été occupés par Daech. Le projet a débouché sur la création d'un centre pour les jeunes et la société civile ; des responsables de groupes de jeunes ont préparé leurs propres initiatives de consolidation de la paix dans deux gouvernorats adjacents en s'appuyant sur les enseignements tirés du projet, et de jeunes chefs d'équipe se sont portés volontaires pour surveiller les élections dans leur région. La participation des jeunes est d'autant plus importante dans le contexte de la pandémie de COVID-19 qu'il est plus que jamais primordial de s'assurer que les mesures prises pour y faire face respectent leurs droits et tiennent compte de leurs besoins.

### 2. Porter haut la voix des femmes et promouvoir leur participation en Sierra Leone

48. Ce projet vise à renforcer la participation des femmes dans des domaines où les barrières culturelles et patriarcales ont précédemment limité leur intervention. Il associe les femmes à la prise de décision et leur donne accès aux services offerts dans

les districts ruraux nouvellement créés de Falaba et de Karene, deux anciennes chefferies rurales qui ont récemment obtenu le statut de district à part entière. Le projet mise sur la formation et la facilitation, en mettant en avant les droits des femmes, en s'attachant à faire davantage entendre leur voix et en travaillant aux côtés des acteurs des collectivités locales pour créer des points d'entrée qui puissent les amener à faire partie intégrante du processus de gouvernance. La participation des femmes est plus primordiale encore en cette période de pandémie de COVID-19, qui a eu sur elles des répercussions massives ; aussi faut-il veiller à ce que les mesures déployées en riposte à cette crise respectent leurs droits et tiennent compte de leurs besoins. L'un des problèmes auquel il convient de s'attaquer est celui de la montée des violences familiales en temps de confinements, de quarantaines et de pressions économiques et sociales.

### **3. Défendre les droits des travailleurs domestiques au Mexique**

49. Ce projet vise à permettre à 2,2 millions de travailleuses et travailleurs domestiques auparavant privés de droits d'avoir accès à la sécurité sociale. Il tire parti des réformes juridiques mises actuellement en œuvre au Mexique dans le sillage du programme pilote engagé par le gouvernement en 2019, dont l'objectif était d'intégrer le personnel employé à des tâches domestiques dans le système mexicain de sécurité sociale obligatoire et de lui donner ainsi accès aux prestations de sécurité sociale et aux soins de santé. Pour amener les intéressés à se faire enregistrer, il fait appel à la formation, à l'organisation collective, à des campagnes d'information et à un réseau d'alliances qui a été créé avec des acteurs stratégiques dans 25 municipalités. Il dispense également des conseils concernant les droits des travailleuses et travailleurs domestiques dont l'emploi a été précarisé pendant la pandémie ou qui ont besoin de meilleures informations sur les précautions qu'exige la COVID-19.

### **4. Promotion des règles d'hygiène face à la COVID-19 en Arménie**

50. Ce projet vise à contribuer aux stratégies de gestion durable des ressources naturelles en eau dans la vallée de l'Ararat. Il est axé sur des activités qui ont pour but de donner à des groupes de femmes les moyens de concevoir et de superviser des stratégies durables pour l'utilisation des ressources hydriques et sanitaires des communautés. Il recourt à des projets pilotes qui font appel, pour la prise de décisions, à une approche communautaire à laquelle les femmes sont invitées à participer afin d'améliorer l'accès aux ressources en eau et à leur gestion. Pour lutter contre la pandémie, le projet a intégré la COVID-19 dans sa stratégie de sensibilisation du public, dont il a élargi le périmètre à d'autres communautés ; il a entrepris à ce titre de distribuer des kits d'hygiène, de produire des documents à caractère éducatif et d'organiser des réunions d'information interactives en ligne et en présentiel. Il contribue, ce faisant, aux efforts pour combattre la pandémie dans les provinces vulnérables du pays.

### **5. Renforcer la liberté des médias et donner accès à une information de qualité en Mongolie**

51. Ce projet vise à renforcer la capacité des acteurs médiatiques et des organisations de la société civile, au niveau local, à garantir la liberté des médias et à assurer un journalisme de qualité face aux défis de l'ère numérique. Il consiste pour l'essentiel à dispenser à des femmes journalistes une formation portant sur l'analyse des données, la vérification et le recoupement des faits, la recherche numérique, ou encore la sûreté et la sécurité des journalistes, et d'amener les organisations de la société civile à comprendre le paysage médiatique actuel et à acquérir des compétences en matière de narration et de production. Le projet présente un grand intérêt dans le contexte de la pandémie, le combat contre la désinformation et la lutte

en faveur de la liberté d'information, des médias et de la sécurité en ligne étant ici d'une importance capitale.

Tableau 5

**Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie en chiffres, 2021 (quinzième cycle de financement)**

*1 622 propositions de projets émanant de 110 pays*

*34 projets financés*

Origine des propositions de projets :

- États arabes (35 %)
- Afrique (23 %)
- Asie et Pacifique (18 %)
- Amérique latine et Caraïbes (15 %)
- Europe (9 %)

Projets financés dans les domaines thématiques clés suivants :

- Resserrement des relations entre la société civile et les pouvoirs publics (23 %)
- Autonomisation des femmes (19 %)
- Participation des jeunes (19 %)
- État de droit et droits humains (17 %)
- Médias et liberté d'information (11 %)
- Processus électoraux (7 %)
- Outils de connaissances (2 %)
- Mobilisation à l'échelon local (2 %)

## V. Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux

52. Depuis plus de vingt ans, le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux travaille en étroite collaboration avec la Fondation pour les Nations Unies sur des centaines de projets novateurs et intersectoriels mis en œuvre par le système des Nations Unies partout dans le monde. Son rôle consiste à servir de fonds d'affectation spéciale et à gérer à ce titre les contributions extrabudgétaires reçues de donateurs pour financer des projets, des campagnes, des activités fiduciaires relatives à l'octroi de subventions et des activités de gestion de subventions pour le système des Nations Unies. En tant que principal interlocuteur, il assure également une coordination, un flux de communication et un positionnement stratégique solides entre l'ONU et la Fondation pour ce qui est des nouvelles alliances, des initiatives de collaboration et de la mobilisation de groupes d'intérêt clés. Ce faisant, il s'efforce de tenir les promesses de la décennie d'action et d'une reprise inclusive après la pandémie de COVID-19 qui ne laisse personne de côté.

53. Les activités du Fonds sont supervisées par son Conseil consultatif, lequel est présidé par la Vice-Secrétaire générale et donne au Secrétaire général des conseils sur la relation entre l'ONU et la Fondation.

### A. Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux et Fondation pour les Nations Unies

54. Pour réaliser ses objectifs, la Fondation pour les Nations Unies s'appuie sur un ensemble de capacités de base, qui consistent notamment à fournir un espace de dialogue sûr, à utiliser la communication et la participation du public pour toucher de

nouvelles audiences, à servir d'incubateur à des initiatives associant le secteur public et le secteur privé pour faire progresser les objectifs de développement durable et résoudre des problèmes à grande échelle, et à mobiliser des ressources financières au service de l'ONU et des priorités qu'elle défend.

55. La Fondation est dirigée par un Conseil d'administration international indépendant. Les relations entre l'ONU et la Fondation sont quant à elles régies par des accords conclus successivement en 1998, 2007 et 2014. Les principaux mécanismes de gouvernance au jour le jour entre l'ONU et la Fondation sont le Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux et le Comité mixte de coordination, qui se réunissent l'un comme l'autre au moins deux fois par an (voir tableau 6).

Tableau 6

**Chronologie des relations entre l'ONU et la Fondation des Nations Unies**

<i>2 février 1998</i>	<i>1<sup>er</sup> mars 1998</i>	<i>18 avril 2007</i>	<i>23 octobre 2014</i>
Ted Turner crée la Fondation pour les Nations Unies en tant qu'organisme caritatif à but non lucratif en vue d'affecter un milliard de dollars à l'ONU.	Le Secrétaire général crée le FNUPI en tant que fonds d'affectation spéciale autonome, conformément à l'accord régissant les relations entre l'ONU et la Fondation pour les Nations Unies.	L'accord régissant les relations entre l'ONU et la Fondation pour les Nations Unies est renouvelé.	L'accord régissant les relations est reconduit pour une nouvelle période de 10 ans et amendé pour créer le Comité mixte de coordination.

## **B. Subventions du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux aux projets financés par la Fondation pour les Nations Unies en 2021**

56. En 2021, la Fondation pour les Nations Unies a déboursé 11,9 millions de dollars *via* le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux pour financer diverses initiatives de l'ONU. Les projets relatifs à la santé mondiale ont été les plus privilégiés ; ils ont reçu la plus grande partie des fonds, soit un montant total de 7,6 millions de dollars. Les informations données ci-après détaillent les subventions versées par la Fondation au système des Nations Unies *via* le FNUPI, en 2021 et cumulativement depuis 1998 (voir tableau 7). Le niveau des subventions annuelles de la Fondation plafonne depuis 2018, mais la Fondation a accru son soutien indirect aux initiatives et aux causes défendues par l'ONU.

Tableau 7  
**Le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux en chiffres**

<i>Période</i>	<i>Montant</i>	<i>Description</i>
2021	11,9 millions de dollars	22 projets sur la santé mondiale (7,6 millions de dollars au total), initiatives de l'ONU (1,8 million de dollars), accords fiduciaires avec l'ONU (1,4 million de dollars) et projets concernant les femmes et les filles (1,2 million de dollars)
1998-2020	1,5 milliard de dollars	Au total : 684 projets, 128 pays participants et 48 partenaires d'exécution du système des Nations Unies

57. La section qui suit est organisée par domaine de programme. Elle donne des précisions sur les principales subventions de la Fondation qui ont été décaissées par le FNUPI en 2021.

### 1. La santé à l'échelle mondiale

58. Pour faire avancer les priorités mondiales en matière de santé, la Fondation travaille en étroite collaboration avec l'OMS, l'UNICEF, le HCR et d'autres entités des Nations Unies. Les tableaux 8 à 10 mettent en évidence les projets de santé mondiale financés par la Fondation *via* le FNUPI en 2021.

Tableau 8  
**Rougeole et rubéole**

Partenaires d'exécution	UNICEF et OMS
Zone géographique	Afrique du Sud, Gabon, Guinée équatoriale, Namibie, Roumanie et Serbie
Montant	4,8 millions de dollars (1,6 million pour l'OMS et 3,2 millions pour l'UNICEF)
Description	L'objectif est d'intensifier la vaccination systématique et d'améliorer la couverture vaccinale.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En dépit des problèmes posés par la COVID-19, quelques progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre du cadre stratégique de lutte contre la rougeole et la rubéole pour 2021-2030.</li> <li>• De meilleurs systèmes de vaccination ont été mis en place ; ils ont été plus fortement ancrés dans le système de soins de santé primaires, afin d'atteindre les populations mal desservies.</li> </ul>

Tableau 9  
**Poliomyélite**

Partenaire d'exécution	UNICEF
Zone géographique	République arabe syrienne, Guinée et Côte d'Ivoire
Montant	1,6 million de dollars
Description	Le projet visait à permettre l'acquisition de vaccins antipoliomyélitiques oraux bivalents et à accroître le taux de vaccination contre la polio.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mobilisation et la sensibilisation des dirigeants politiques et religieux locaux à ce problème ont permis de réduire le nombre d'enfants non vaccinés.</li> <li>• La présence accrue du projet sur les plateformes numériques a contribué à améliorer la prise de conscience et la mobilisation de la communauté.</li> </ul>

Tableau 10  
**Paludisme**

Partenaires d'exécution	UNICEF et HCR
Zone géographique	Soudan du Sud, Niger et Madagascar
Montant	700 000 dollars (200 000 via l'UNICEF et le HCR pour le Niger et 500 000 via le HCR pour le Soudan du Sud)
Description	La campagne mondiale Nothing But Nets est une initiative populaire qui entend sensibiliser, recueillir des fonds et plaider en faveur d'un investissement accru dans les interventions contre le paludisme. Elle permet de continuer à gérer le paludisme tout en garantissant l'accès des populations vulnérables à des services complets de prévention et de traitement.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensification des activités de surveillance épidémiologique et de prévention des maladies au Soudan du Sud</li> <li>• Progrès réalisés au Niger pour ce qui concerne la distribution de moustiquaires et la mise à disposition d'autres méthodes de prévention du paludisme</li> </ul>

## 2. Les femmes, les filles et la population

59. Depuis sa création, la Fondation pour les Nations Unies a donné la priorité à la dignité et aux droits des filles et des femmes, et a fourni à ce titre un soutien ciblé à une série de partenaires des Nations Unies par l'octroi de subventions, l'organisation de réunions, l'établissement de partenariats et le renforcement des capacités de

communication et de mobilisation. Les tableaux 11 et 12 récapitulent les subventions accordées par l'intermédiaire du FNUPI en 2021.

Tableau 11

**Action en faveur des adolescentes : donner des moyens d'action aux filles qui sont les plus laissées pour compte**

Partenaire d'exécution	Fonds des Nations Unies pour la population
Zone géographique	Guatemala et Inde
Montant	175 000 dollars
Description	L'objectif général était d'autonomiser les adolescentes marginalisées, de défendre leurs droits en les aidant à faire preuve de prudence et de retarder l'âge du mariage et des grossesses.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les filles et adolescentes autochtones âgées de 8 à 19 ans vivant en milieu rural au Guatemala sont mieux protégées grâce à une stratégie qui mise essentiellement, pour les inciter à poursuivre leur scolarité, sur l'acquisition de ressources et capacités sociales, sanitaires et économiques.</li> <li>• L'action menée auprès des adolescentes dans les établissements scolaires et au sein des communautés en Inde s'est améliorée.</li> </ul>

Tableau 12

**Élimination des obstacles à la participation des filles à l'éducation**

Partenaire d'exécution	HCR
Zone géographique	Éthiopie
Montant	200 000 dollars
Description	Le projet a favorisé l'intégration équitable et durable des réfugiés au sein du système scolaire national, dans le cadre d'une stratégie destinée à favoriser leur éducation.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encouragement et soutien à l'éducation des filles grâce à la mise en place de structures de garderie pour enfants</li> <li>• Mise en place de programmes de mentorat</li> <li>• Formation dispensée aux enseignants</li> <li>• Organisation de programmes d'activités sportives et récréatives</li> </ul>

### 3. Renforcement des capacités et impact de la pandémie et des crises humanitaires

60. La Fondation pour les Nations Unies fournit un appui au renforcement des capacités qui sert de catalyseur aux initiatives de l'ONU porteuses de changement sur le plan de la direction (voir tableaux 13 à 15).

Tableau 13  
**Relèvement post-pandémie et atténuation des effets de la pandémie  
 sur les économies locales**

Partenaire d'exécution	PNUD
Zone géographique	Mexique
Montant	621 500 dollars
Description	Le projet visait à permettre un relèvement rapide et à atténuer les effets de la pandémie sur les économies locales en favorisant l'accès aux réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement, la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités d'adaptation des moyens de subsistance locaux.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des stratégies de relèvement ont été établies pour promouvoir un développement moins vulnérable au niveau local.</li> <li>• Des stratégies axées sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et d'importants problèmes de société ont été mises en œuvre ; des stratégies de relance économique des moyens de subsistance générant le moins de revenus ont également été appliquées.</li> </ul>

Tableau 14  
**Développement et renforcement de la résilience au sein des communautés autochtones**

Partenaire d'exécution	PNUD
Zone géographique	Mexique
Montant	418 500 dollars
Description	Ce projet avait pour objectifs d'accroître la résilience des communautés autochtones frappées par la tempête tropicale Cristobal grâce à des mécanismes d'investissement locaux et d'améliorer la gouvernance locale.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des fonds ont été alloués via des dispositifs axés sur la résilience des communautés.</li> <li>• Des expériences d'apprentissage de la résilience ont été généralisées et diffusées parmi les parties prenantes à titre d'appui supplémentaire, parallèlement à des financements destinés à accélérer les efforts de relèvement.</li> </ul>

Tableau 15  
**Mise en œuvre du Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général**

Partenaire d'exécution	Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies
Zone géographique	Monde
Montant	668 205 dollars
Description	L'objectif de ce projet était de mettre en œuvre le Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général en mettant sur pied une coalition multipartite sur l'inclusion numérique, en formulant des orientations à l'échelle du système sur la diligence voulue en matière de droits humains, et en réalisant des évaluations d'impact des nouvelles technologies, et plus spécialement de l'intelligence artificielle.
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les États Membres ont été consultés afin de définir les éléments d'une interprétation commune à l'échelle mondiale de la confiance et de la sécurité numériques.</li> <li>• Des modèles ont été élaborés pour accélérer le déploiement de petits fournisseurs d'accès à l'Internet et la mise à disposition d'une série de biens publics numériques afin de favoriser une connectivité universelle.</li> </ul>

### C. Accords fiduciaires

61. La Fondation pour les Nations Unies est une entité caritative exonérée d'impôts aux États-Unis d'Amérique. De nombreuses entités des Nations Unies lui ont demandé de leur prêter assistance en sa qualité d'agent fiduciaire ou financier en recevant et versant des contributions d'entreprises américaines ou de particuliers à l'appui de leurs campagnes ou programmes.

62. En 2021, la Fondation a versé, par l'intermédiaire du FNUPI, 2 291 017 dollars à des entités des Nations Unies au moyen d'instruments fiduciaires (voir tableau 16).

Tableau 16  
**Accords fiduciaires**

<i>Fiduciaire</i>	<i>Fonds (en dollars des États-Unis)</i>
Bureau du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD : mobilisation de contributions volontaires à destination du Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire	532 544
UNOPS : soutien au Partenariat mondial Halte à la tuberculose	525 419
UNICEF : renforcement des dispositifs d'intervention systématique face aux épidémies de paludisme à Madagascar	399 600
Bureau de la coordination des affaires humanitaires : mobilisation de contributions volontaires destinées aux fonds de financement communs	235 057

<i>Fiduciaire</i>	<i>Fonds (en dollars des États-Unis)</i>
Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : catalyser l'action climatique et renforcer la participation des entités non parties	207 776
Bureau du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD : mobilisation de contributions volontaires destinées aux fonds humanitaires de l'Afghanistan, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la Somalie, du Soudan, et du Soudan du Sud	184 629
Bureau de la coordination des affaires humanitaires : Fonds central pour les interventions d'urgence	126 503
ONUSDC : fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants	42 007
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD : fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement	37 482

## VI. Conclusion

63. La décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable s'achèvera dans huit ans à peine : l'heure est venue d'agir. Alors que le monde doit encore et toujours faire face à de multiples problèmes interdépendants, notamment la triple crise planétaire que constituent le dérèglement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, les objectifs de développement durable restent indubitablement le meilleur modèle qui soit pour assurer, à l'échelle mondiale, un avenir durable, inclusif, résilient et pacifique.

64. Faisant suite au rapport du Secrétaire général intitulé « Notre programme commun », le Bureau a, en collaboration avec le Département de la communication globale et le Département des affaires économiques et sociales, continué à favoriser la création d'espaces de collaboration multipartites inclusifs et innovants. Parmi les principales initiatives de mobilisation et de partenariat qu'il a pilotées, on retiendra le Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable, le Studio des objectifs de développement durable et l'Espace action Objectifs de développement durable organisé lors du débat de haut niveau de l'Assemblée générale. Le Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le relèvement après la pandémie, la campagne baptisée « Les femmes mobilisées au nom du monde entier » et celle intitulée « Tenir les promesses » sont autant d'exemples de projets et initiatives d'une grande portée qui ont été rendus possibles par le Bureau.

65. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie s'est révélé être une initiative innovante et efficace qui complète utilement l'action du système des Nations Unies, en particulier aux côtés des organisations de la société civile travaillant sur le terrain. La pandémie met en outre en évidence l'importance du soutien apporté par le Fonds à la société civile en réaction aux mesures de plus en plus nombreuses de réduction ou de fermeture d'espaces civiques dans les pays du monde entier.

66. Principale interface entre la Fondation pour les Nations Unies et l'ONU, le FNUPI veille au positionnement stratégique de l'une et de l'autre et à la coordination de leur action. En 2021, en collaboration avec la Fondation et guidé par les objectifs de développement durable, le FNUPI a fait avancer les travaux des Nations Unies sur le relèvement inclusif et résilient après la pandémie.

67. Grâce aux Championnes et champions des objectifs de développement durable, à la Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable, à l'Équipe pour l'action climatique, au FNUPI et au Fonds des Nations Unies pour la démocratie, le Bureau a mis en place à grande échelle des initiatives et projets novateurs et créatifs afin de dynamiser les efforts visant à réaliser les objectifs d'ici 2030 et de permettre un relèvement inclusif et durable après la pandémie.

68. Le Bureau a entrepris de procéder à une évaluation approfondie de ses activités. Il s'agit globalement de faire en sorte que tous ses axes de travail concourent, à marche forcée et de manière homogène à une collaboration multilatérale innovante et sans exclusive. À l'avenir, le Bureau continuera de favoriser une collaboration de haut niveau pour promouvoir la solidarité mondiale et trouver de nouveaux modes d'action qui puissent s'avérer pertinents pour les populations comme pour la planète.

## Annexe I

### Contributions financières versées au Fonds des Nations Unies pour la démocratie, par donateur, d'octobre 2005 à décembre 2021

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant cumulé des contributions reçues</i>
Algérie	100 000
Allemagne	31 839 707
Argentine	30 000
Australie	9 212 424
Bulgarie	10 000
Canada	846 380
Chili	398 417
Chypre	5 000
Croatie	71 000
Danemark	265 018
Équateur	5 000
Espagne	5 043 311
Estonie	10 395
États-Unis d'Amérique	76 076 000
France	4 793 716
Géorgie	24 943
Hongrie	75 000
Inde	32 412 543
Iraq	5 000
Irlande	658 724
Israël	57 500
Italie	2 947 800
Japon	10 180 000
Lettonie	15 000
Libye	15 000
Lituanie	49 332
Madagascar	5 000
Malte	11 347
Mongolie	10 000
Maroc	105 000
Panama	41 559
Pérou	116 603
Pologne	1 237 963
Portugal	150 000
Qatar	10 000 000
République de Corée	1 489 317
Roumanie	472 860

---

<i>Donateur</i>	<i>Montant cumulé des contributions reçues</i>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	683 653
Sénégal	100 000
Slovaquie	92 147
Slovénie	127 924
Sri Lanka	5 000
Suède	33 562 031
Tchéquie	281 485
Türkiye	310 000
Autres	127 230
<b>Total</b>	<b>224 076 328</b>

---

## Annexe II

### **Composition du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la démocratie en 2021**

Le Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la démocratie fixe les orientations générales du Secrétaire général relatives à l'élaboration des cadres de programmation et des principes directeurs de financement, et examine les propositions de financement qui ont donné lieu à des recommandations soumises à l'attention du Secrétaire général pour approbation. Il est composé des sept États Membres ayant versé les contributions financières cumulées les plus importantes au Fonds au cours des trois dernières années, de six États Membres, reflétant la diversité géographique, de deux organisations internationales de la société civile et de trois personnalités.

La composition du Conseil consultatif en 2020-2021 a été la suivante :

#### **États Membres ayant versé les contributions financières cumulées les plus importantes au Fonds au cours des trois dernières années**

États-Unis d'Amérique  
Suède  
Allemagne  
Canada  
Pologne  
Inde  
République de Corée

#### **États Membres nommés par le Secrétaire général pour refléter une représentation géographique diversifiée**

Chili  
Grèce  
Maldives  
Maroc  
Népal  
Sénégal

#### **Organisations non gouvernementales**

CIVICUS  
Réseau transparence, responsabilité et participation

#### **Personnalités**

Président du Conseil consultatif : Aracelly Santana (Équateur), ancien Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour le Népal et ancien Directeur adjoint de la Division de l'assistance électorale (retraité)

Irene Braam (Pays-Bas), Directrice exécutive de la Fondation Bertelsmann en Amérique du Nord, et première Vice-Présidente et Directrice du Conseil d'administration de la Bertelsmann Stiftung en Allemagne

Mahmood Mamdani (Ouganda), professeur d'administration publique, d'anthropologie, de sciences politiques et d'études africaines à la Columbia University, Chancelier de l'Université internationale de Kampala et Directeur de l'institut de recherche sociale Makerere en Ouganda.

## **Annexe III**

### **Composition du Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux en 2021**

#### **Présidence**

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale

#### **États Membres**

En qualité de Président du Conseil économique et social :

Munir Akram (jusqu'au 22 juillet 2021)

Collen Vixen Kelapile (à partir du 23 juillet 2021)

En qualité de Président(e) de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale :

Amrit Bahadur Rai (jusqu'au 13 septembre 2021)

Vanessa Frazier (à partir du 14 septembre 2021)

#### **Organisation des Nations Unies**

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

Catherine Pollard, Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Annemarie Hou, Directrice exécutive, Bureau des Nations Unies pour les partenariats (ès qualité)

#### **Société civile**

Penny Abeywardena, Commissaire aux affaires internationales de la ville de New York

Yassine Fall, économiste

Luis A. Ubiñas, Président du Conseil d'administration de la Fondation panaméricaine de développement

---